

**FORUM ÉCONOMIQUE MONDIAL ET  
FORUM SOCIAL MONDIAL**

**Tous les droits humains pour tous :  
c'est notre responsabilité à tous**

Index AI : ACT 79/002/2003

**Embargo : 23 janvier 2003 (00 h 01 TU)]**

**Davos et Porto Alegre** – Tandis que les représentants de la société civile mondiale se rassemblent à Porto Alegre et que les responsables politiques et les dirigeants du monde des affaires se réunissent à Davos, Amnesty International a lancé aujourd'hui (jeudi 23 janvier 2003) son propre message, non conventionnel, sur la mondialisation : *Mondialisons les droits humains, mondialisons la justice et mondialisons l'obligation de rendre des comptes pour ceux qui violent ces droits.*

Paul Hoffman, président du Comité exécutif international de l'organisation, se joindra aux différents mouvements réunis au Forum social mondial de Porto Alegre pour faire en sorte que les droits humains aient leur place dans le débat sur la mondialisation. À Davos, la secrétaire générale du mouvement, Irene Khan, débatera des moyens à mettre en œuvre pour renforcer la responsabilisation des entreprises en ce qui concerne les droits humains.

*« La société civile et ses organisations ont un grand rôle à jouer dans le processus de mondialisation et ses effets sur la vie, les moyens de subsistance et les libertés fondamentales de centaines de millions de personnes partout dans le monde, a déclaré Paul Hoffman. Leurs voix – la voix de tous les hommes, femmes et enfants revendiquant leurs droits fondamentaux – doivent être entendues si nous voulons bâtir une société mondiale fondée sur la justice et les droits humains, et non sur le seul intérêt des États et des entreprises. »*

S'adressant depuis Davos aux dirigeants de la scène politique et économique, Irene Khan a affirmé : *« Les droits humains ne sont pas un luxe réservé aux périodes fastes ; ils sont le fondement de sociétés stables et libres, dont les entreprises ont besoin pour fonctionner. »*

Les normes internationales en matière de droits humains peuvent constituer un instrument précieux pour veiller à ce que les personnes exerçant le pouvoir – politique ou économique – soient juridiquement tenues de

répondre de l'impact de leurs actions sur les droits fondamentaux.

*« Le pouvoir amène la responsabilité ; les entreprises jouant un rôle de plus en plus influent, il importe de renforcer les mécanismes juridiquement contraignants afin de pouvoir les sanctionner pour leur participation directe ou indirecte à des atteintes aux droits humains, a ajouté Irene Khan. Le temps n'est plus aux codes de conduite facultatifs en matière de responsabilité des entreprises vis-à-vis des droits humains. Tout comme les États sont juridiquement tenus de respecter ces droits, les entreprises doivent le devenir. »*

Outre sa participation au Forum social mondial, Amnesty International prendra part aux activités organisées par la société civile autour du Forum économique mondial, telles que celles de Public Eye on Davos.

*« Cette rencontre permet de rappeler que la société civile internationale est là et regarde. Nous voulons des actions tangibles, pas des mots vides de sens ; des progrès, pas des déclarations ; des actes, pas des promesses, a déclaré Irene Khan.*

*« Les droits humains peuvent constituer un outil puissant pour donner des moyens d'agir aux laissés-pour-compte de la mondialisation économique », a-t-elle ajouté, soulignant le caractère universel de ces droits, fondés sur la notion de notre humanité commune.*

Paul Hoffman a conclu en ces termes : *« Porto Alegre et Davos se trouvent peut-être à des milliers de kilomètres, sur des continents différents, mais ils partagent le même monde, un monde dans lequel les gens aspirent à vivre à l'abri de la peur et du besoin. » ●*

**Pour obtenir plus d'information ou prendre rendez-vous pour un entretien avec un membre des délégations d'Amnesty International, veuillez prendre contact avec les personnes suivantes :**

- Forum économique mondial (Davos) :  
Judith Arenas ; tél. : 44 7778 472 188 ;
- Forum social mondial (Porto Alegre) :  
Simona Beltrami ; tél. : + 44 7778 472 116.

**Vous pouvez également contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566, ou consulter le site [www.amnesty.org](http://www.amnesty.org)**